

LA DETTE EXTERNE ÉQUATORIENNE : HISTOIRE D'UNE DÉPENDANCE ÉTERNELLE

Bernard CASTELLI

Au XV^e siècle ¹, la réduction fonctionnelle de la dette à une obligation de paiement entre des agents individuels ou collectifs était définitivement entrée dans les mœurs et les pratiques économiques jusqu'à se convertir en une des principales normes de développement du capitalisme à l'échelle mondiale (Ferguson, 2009). À tel point qu'on a pu penser que la capacité illimitée à s'endetter en permanence constituait un des mécanismes les plus efficaces de création de richesses du système. C'était oublier un peu rapidement que le marché de l'argent n'était pas la seule organisation économique à générer des profits, à être aussi performante que l'on croyait, ou que l'on feignait de croire, dans la mesure où il peinait souvent à s'autoréguler, à parvenir à un équilibre même instable entre les intérêts des débiteurs et ceux des créanciers.

Beaucoup plus tard, pour mieux nous convaincre des bontés de l'endettement généralisé, la pensée économique dominante multiplia les analyses élégantes sur le risque financier que l'on estimait pouvoir contrôler grâce à la technique jugée infaillible de titrisation massive des contrats de crédit (Tugores, 2009). Plus précisément, une théorie postulant l'efficacité avérée des marchés financiers prétendait favoriser les meilleurs arbitrages, les arrangements optimaux entre les ressources et les besoins de financement des agents par élimination pure et simple d'une quelconque contrainte à la libre circulation du capital. Des stratégies mimétiques, regroupées sous la

1. Avant l'avènement du capitalisme marchand, la dette signifiait au contraire un rapport social basé sur un contenu personnalisé de coopération tout à la fois symbolique, économique et politique sans qu'aucune de ses caractéristiques particulières prévale sur les autres.

formule simplificatrice de : « Aujourd'hui c'est différent ! Il est possible de s'endetter toujours plus ! », imprégnaient par ailleurs tant les milieux universitaires que les grands organismes de décision publique ou privée de la planète². Après coup, on s'aperçut que ces visions euphoriques, très en vogue à l'époque, avaient causé l'une des plus grandes catastrophes financières de l'histoire capitaliste (Reinhart et Rogoff, 2010) : la crise des *subprimes* d'août 2007 ainsi que ses séquelles récessives ultérieures apparurent alors comme ce qu'elles étaient réellement, comme les composantes essentielles d'un processus non maîtrisé d'accumulation de dettes privées et de dettes publiques à tous les niveaux.

Malheureusement l'inquiétude actuelle autour des dettes souveraines de la zone *euro* corrobore à grands traits cette brève rétrospective historique. Les situations extrêmes d'endettement ont toujours existé, justifiant que l'on s'y intéresse, qu'on les analyse finement pour essayer de mieux comprendre leur formation, avec peut-être aussi l'ambition naïve d'éviter leur résurgence future. C'est l'un des objectifs de cet article : analyser un cas particulier de dette d'un pays du Sud qui synthétise les difficultés et les interrogations soulevées par son existence. La dette externe de l'Équateur représente à cet égard une expérience tout à la fois universelle et particulière. Son exemplarité atteint d'une part l'universalité puisqu'elle s'inscrit historiquement dans le cadre politique de la problématique continentale de l'endettement de l'Amérique latine au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle (Marichal, 2010) : il s'agit en effet d'une région du monde très tôt confrontée à des seuils élevés de dette publique/PIB, des défauts de paiement, des rééchelonnements du service de la dette, des plans d'ajustement, etc. D'autre part, son inscription dans ce vaste mouvement régional d'appel aux capitaux internationaux n'estompe nullement les traits spécifiques permettant de différencier l'endettement externe de l'Équateur de celui des autres nations latino-américaines. Troisième économie exportatrice de pétrole du continent, ce pays n'a cependant jamais pu se dispenser de l'aide financière internationale nécessaire à la poursuite de sa croissance.

Abstraction faite de l'hypothèse difficilement vérifiable d'un éventuel masochisme congénital des créanciers des grandes puissances économiques, la dette externe devient vite problématique d'autant plus qu'on y recourt avec une intensité renouvelée. Celle-là pose en effet problème en raison de sa persistance avérée au cours de l'histoire nationale malgré toutes les tentatives politiques et techniques connues visant officiellement à en alléger

2. L'effet de surprise passé, la rémanence du couple crise/dette n'a rien d'inédite, d'originale puisque figurant souvent en bonne place sur la longue liste des causes responsables de crises majeures qui, à intervalles réguliers, ont caractérisé l'expansion historique du capitalisme.

le poids. Et ce paradoxe mérite que nous l'analysions ici au travers d'un dépassement critique des discours et des récits des autorités économiques et politiques dont la fonction idéologique consiste bien entendu à justifier les difficultés de résolution de l'endettement extérieur. Or, pendant un temps, la dialectique mobilisatrice de la dépendance financière comme blocage de développement remplit ce rôle avec un certain succès, surtout lors des négociations internationales. Mais nous montrerons qu'aucun de ces accords formels n'a garanti ni le retour de la solvabilité financière de l'Équateur ni des possibilités renouvelées d'une croissance soutenue.

Et cet invariant historique recèle en soi un questionnement général sur la légitimité de recourir en permanence aux prêts extérieurs dès lors que ceux-ci tendent à exacerber les failles structurelles du modèle rentier : pourquoi la dette extérieure, comme stratégie complémentaire de financement du développement, est-elle toujours privilégiée malgré une efficacité économique et sociale très discutable ? N'est-elle pas, à côté des multiples effets induits par le volume élevé des *royalties* pétrolières, un des éléments majeurs susceptibles d'expliquer l'apparition des nombreuses crises financières et monétaires depuis le retour de la démocratie en Équateur ? La croyance ou plutôt l'illusion des bienfaits supposés de la dette externe ne renvoie-t-elle pas plutôt à une concrétion d'intérêts favorisant certains agents privés ou publics bien insérés dans l'économie rentière ?

Répondre à ces questions suppose de comprendre la complexité du phénomène et d'en retracer l'origine. Connaître l'histoire récente de la dette équatorienne facilite en effet la compréhension de son rôle actuel. À cet égard, le processus incomplet de sa réduction – à travers une gamme variée de formes, depuis les négociations bilatérales en passant par celles avec les banques et les clubs de créanciers jusqu'aux accords si décriés avec les agences multilatérales – illustre l'impossibilité d'atteindre sur le long terme un résultat concret. Cette thématique ainsi que d'autres questions affines seront abordées dans la première partie. Mais connaître et comprendre l'ascension de la dette externe comme instrument est loin d'être suffisant si l'on ne s'intéresse pas en même temps aux limites, aux problèmes suscités par son emploi immodéré. Dépassant le couple idyllique dette/développement omniprésent dans la littérature spécialisée, la responsabilité du capital externe dans l'exacerbation des dérives structurelles de l'économie équatorienne mérite d'être examinée au prisme de plusieurs éléments explicatifs. Cette recherche causale constituera l'essentiel de la seconde partie. Loin d'avoir tiré toutes les leçons de cette expérience amère, nous verrons en conclusion combien il est difficile, dans un monde de plus en plus globalisé, de promouvoir une voie autonome de développement sans accroître pour autant la dépendance extérieure.

Brève histoire de la dette externe équatorienne

Avec beaucoup d'exagération, on a pu dire que l'indépendance de l'Équateur³ de la couronne espagnole avait donné naissance à une dette externe jamais éteinte depuis cette époque. Comme si le colonialisme ibérique n'avait connu ni des périodes cycliques de suspension de versements de capital ni des arrêts réguliers de paiements d'intérêt en direction de pays soumis à son joug, et dépendants également de ce type de transferts monétaires. Quoi qu'il en soit, avec l'avènement de la République, l'augmentation des entrées de capitaux extérieurs se normalisa de telle manière qu'ils participèrent constamment au financement d'œuvres d'infrastructures, de projets industriels ou commerciaux, d'ailleurs pas toujours productifs ni rentables (Miño Grijalva, 2008). Dans le volume croissant des crédits internationaux concédés, les ressources liées aux remboursements prirent au fur et à mesure une importance de plus en plus grande au détriment des flux d'investissement. Sans oublier de mentionner bien entendu les crédits destinés à la consommation ostentatoire des nantis nationaux.

Malgré les nuances précédentes, il faut cependant reconnaître que l'endettement externe a été un processus permanent de l'histoire économique, fiscale, sociale de l'Équateur. Dans cette partie, nous l'analyserons d'une triple manière : en interrogeant tout d'abord sa dimension conceptuelle et théorique ; en décrivant ensuite son évolution depuis les années 1970, lesquelles ont vu l'exploitation pétrolière faire bondir le montant de la dette externe ; et, finalement, les échecs successifs des négociations pour tenter d'en alléger le poids.

Prolégomènes conceptuels et théoriques

Si l'on en croit la définition proposée par Alberto Acosta, la dette externe serait :

« Connue aussi comme “crédit externe” ou “investissement étranger indirect”, la “dette externe” comprend l'ensemble des obligations contractées par le gouvernement et ses entreprises ou entités autonomes ainsi que celles des agents économiques privés d'un pays avec les gouvernements, les organismes financiers multilatéraux et résidents à l'extérieur (entreprises ou banques), dérivées des opérations de crédit réalisées sur le marché international. Selon qui la contracte, la dette externe peut-être publique ou privée ; elle peut aussi se différencier selon ses créanciers que sont la

3. Pour financer les troupes indépendantistes, les *Libertadores* eurent abondamment recours aux capitaux anglais lesquels formèrent le premier endettement extérieur de l'Équateur républicain. Les péripéties du remboursement de cette dette se prolongèrent tout au long du XIX^e siècle, nourrissant un fort ressentiment nationaliste vis-à-vis de la puissance financière de la City londonienne.

banque privée ou commerciale, la banque multilatérale, les gouvernements ou les fournisseurs ; la dette peut être de court, moyen ou long terme⁴. »

De façon générale, la démarche usuelle pour aborder la question de la dette externe consiste à privilégier la dimension financière sous un angle souvent problématique, à évaluer les mesures de politique économique visant à y remédier et, éventuellement, à entreprendre l'analyse de ses conséquences les plus directes – à rebours d'une démarche *holiste* qui prendrait en considération la genèse de l'endettement extérieur ainsi que l'environnement économique, politique et social ayant présidé à sa formation ou à son aggravation selon les conjonctures nationales et internationales observées. Cette approche méthodologique non conventionnelle, différente de la *doxa* dominante, permet alors d'appréhender la dette externe comme un champ fécond de l'économie politique à l'intérieur duquel se développent des schémas de financement d'investissement productif ou à finalités sociales pouvant donner lieu à l'utilisation de programmes de conversion de dettes pour tenter d'améliorer le bien être des populations.

Dans l'absolu, le recours à l'emprunt international devrait donc constituer une source de ressources garantissant un processus autonome de financement d'un quelconque pays. La réalité semble s'écarter de cette conception élargie que restreint la plus ou moins grande disponibilité de capitaux à l'échelle mondiale. Mais l'absence de ressources financières n'explique pas toujours le poids des crédits extérieurs et moins encore leur mauvaise utilisation : à l'instar d'une économie rentière telle que l'Équateur dont l'abondance de capitaux n'a nullement empêché une orgie de prêts internationaux souvent inutiles. D'où la question essentielle de savoir s'il existe une réelle utilité économique, financière ou sociale à mobiliser des ressources externes qui dévient de leur fonction première.

Une des thèses (tiers-mondiste) en vogue jusqu'à la fin du XX^e siècle attribuait à la division internationale du travail (DIT) entre les pays centraux et les pays périphériques une large part de responsabilité dans l'existence d'un transfert massif de ressources par le biais de multiples mécanismes. Dans le cadre de cette circulation internationale des capitaux s'inscrivait également la dette externe comme un des aspects de la logique de fonctionnement d'une « économie monde ». Au travers de son volume variable s'exprimerait une domination présente actuellement au sein du

4. Alberto Acosta, *La deuda externa*. Ecuador hacia el 2000/CDS, 1994, p. 3-4 (trad. B.C). Au-delà de toute critique plausible que pourrait suggérer une telle définition canonique de la dette externe, nous voudrions remarquer simplement que son contenu omet de signaler qu'il existe d'autres formes de capital extérieur dont l'importance est susceptible de peser tout autant sur son service : investissement étranger direct, coopération commerciale ou technologique, aide au développement...

système mondial (Acosta, 1994). Le capital financier international étendrait son emprise ainsi que sa reproduction élargie sur l'ensemble des secteurs économiques et financiers en exerçant un contrôle de fer sur les organismes multilatéraux (FMI, Banque mondiale, BID).

Ce cadre d'analyse systémique valide la fonctionnalité supposée du capital extérieur, lequel ne serait opérationnel que par rapport aux besoins du capitalisme mondial sans répondre pour autant au problème de son utilité éventuelle. C'est en ayant éliminé la confusion intellectuelle entre fonctionnalité et utilité que l'on parvient à comprendre que la dette externe n'est nullement toxique en soi mais qu'elle le devient si certaines conditions prévalent dans l'économie observée :

Tout d'abord, au niveau du système financier, lorsque l'épargne locale, insuffisante ou mal drainée par les organismes spécialisés, se trouve systématiquement substituée par une épargne internationale plus volumineuse et disponible dans des délais raisonnables. Quand bien même le coût d'opportunité favorable au capital extérieur serait plus élevé que celui de l'épargne locale, la solution internationale sera néanmoins préférée comme apparemment plus conforme aux intérêts du pays. L'explication de l'emploi même antiéconomique du capital étranger doit beaucoup à son rôle idéologique dans l'édification du mythe, de plus en plus contesté d'ailleurs, du développement induit par une insertion optimale au sein du capitalisme mondial.

En ce qui concerne les structures de production, les capitaux externes, en se dirigeant souvent vers les industries de bien durables déjà équipés en capital physique, suscitent ensuite des gains de productivité supérieurs à ceux produits dans les industries nationales moins bien pourvues en machines sophistiquées. Il y a non seulement un processus de déplacement des gains de productivité mais aussi simultanément une baisse des prix des produits fabriqués et une augmentation des parts du marché intérieur pour les industries qui accueillent les investissements étrangers. La supériorité de la productivité du capital importé retentit en termes de progression des salaires nominaux pour les travailleurs des activités ou des secteurs bénéficiaires.

Par ailleurs, en étroite relation avec les gains de productivité, le crédit extérieur concédé aux industries d'accueil concerne rarement l'achat de machines-outils ou de pièces de rechange produites localement. La fabrication des biens durables conçus à l'extérieur justifie en partie la présence de moyens internationaux de production adaptés aux *désign* et aux profils industriels préétablis. On assiste en résumé à une accentuation de la dépendance technologique qui diffère *sine die* les changements majeurs en termes d'équité sociale et de participation citoyenne dans les processus productifs (Acosta, 1995).

Enfin, dernière condition mais non des moindres, la mobilisation intempestive de ressources par l'État – dans le souci légitime de mieux honorer le service de la dette – pourrait entraîner un effet d'éviction en matière de dépenses sociales ou productives. Ce qui présupposerait bien entendu une substituabilité des flux financiers de nature différente ainsi qu'une gestion discrétionnaire de l'économie publique. À l'instar d'une économie rentière telle que l'Équateur qui, n'étant ni soumise à la rationalité des choix budgétaires ni à la tyrannie du long terme⁵, dispose pratiquement d'une forte résilience en matière de décision financière.

Ce qu'il faut retenir de la discussion précédente pourrait en fin de compte se synthétiser de la manière suivante : le contenu problématique de la dette externe ne se réduit nullement à sa dimension financière mais fait intervenir un ensemble de variables interdépendantes et complémentaires tels que les rapports de force internationaux, la profondeur du système financier domestique, la résilience des appareils de consommation et de production, l'efficacité gestionnaire des politiques publiques, etc. Avec ce cadre interprétatif en arrière-plan, la *saga* économique de la dette externe équatorienne devrait permettre de dévoiler les aspects les plus contradictoires de son incroyable persistance.

Pétrole, dette externe et crises

Les problèmes que connaît aujourd'hui l'Équateur ne sont pas nouveaux (Miño Grijalva, 2008). Depuis les premiers emprunts étrangers noués au début du XIX^e siècle⁶ jusqu'à la crise de la dette externe, la gravité de cet endettement a varié selon une succession ininterrompue de *booms* et de *krachs* liés en partie aux cycles de l'économie mondiale. C'est cependant au cours de la décennie 1970 – de manière concomitante et presque identique au reste des nations de l'Amérique latine – que cette question complexe devint réellement problématique en raison de l'accroissement considérable de sa taille et de l'accumulation des obstacles pouvant la contenir. Avant cette période cruciale, l'économie équatorienne n'était pas encore insérée dans la logique globalisante du capital transnational, laquelle devait se muer postérieurement en une configuration hégémonique sous l'effet de plusieurs mutations financières et monétaires⁷. De manière générale, il s'agissait

5. Le montant du budget annuel de l'État est fixé en fonction du prix moyen du baril de pétrole atteint au cours de l'année écoulée.

6. Et même avant la fondation de la République en 1830 comme nous le signalions ci-dessus.

7. De manière non exhaustive, les principales transformations du système capitaliste à l'origine de la croissance vertigineuse des ressources financières furent (Tugores, 2009) : la création du marché des eurodollars, l'accroissement sans précédent de la liquidité internationale, la crise du modèle d'accumulation des pays industrialisés à la fin des années

d'une dette externe contractée essentiellement auprès des États industrialisés du Nord. Les crédits concédés par les organismes multilatéraux (Banque mondiale, BID, USAID...) s'avéraient non seulement d'un montant assez réduit mais concernaient la plupart du temps la seule construction d'infrastructures de base. Ce faible endettement extérieur (de nature publique) ne signifiait nullement l'absence de difficultés de financement comme celles de la crise de la banane des années 1950 qui furent opportunément résolues grâce à l'augmentation des exportations pétrolières.

Curieusement, si l'on considère la nouvelle capacité de paiement du pays, les premières années d'euphorie pétrolière virent un accroissement modeste de la dette externe en majorité de nature publique : celle-ci s'élevait à 261 millions de dollars à la fin de 1971 (année où les exportations de biens et services furent de 266 millions de dollars) pour atteindre 513 millions de dollars à la fin de 1975 (face à un volume d'exportations de biens et services de 1 127 millions de dollars⁸). Devant faire face à de sérieux problèmes techniques d'exportation de pétrole, le gouvernement militaire de l'époque n'eut comme alternative imposée⁹ que de s'endetter pour maintenir le niveau de la croissance économique et répondre en même temps aux contraintes fiscales de plus en plus pressantes. Le recours aux crédits extérieurs de la part des appareils d'État s'élargit à la concession de prêts au secteur privé, moins autocontrôlé, moins bridé par la supposée exemplarité vertueuse du milieu politique. L'argent nécessaire, demandé et attendu, arrivait avec une facilité surprenante sous le fallacieux prétexte « développementiste » d'impulser la mise en œuvre d'un processus de croissance par substitution d'importations (*ISI*). Et comme il fallait s'y attendre les ressources financières destinées à ce modèle furent allégrement déviées de leurs objectifs officiels sous la forme de gaspillages ou d'illégalités effrénées (Acosta, 1995) : investissements non rentables, consommations somptuaires, financements d'acquisition d'armes, fuites de capitaux, corruption endémique, bureaucratie pléthorique, etc. Quoi qu'il en soit, le résultat final de cette hémorragie financière fut la création d'une montagne de dettes de provenance publique ou privée. En 1970, les sommes versées au titre de la dette externe équatorienne s'élevèrent à peu près à 11 millions de dollars ; en 1981, le pays reçut un montant équivalent à 57 fois la valeur perçue en 1970 (Suárez Buitrón, 2003) !

1960, la libre convertibilité du dollar en 1971, l'extension du rôle du dollar comme moyen de paiement international, l'avalanche de pétrodollars sur l'économie mondiale, etc.

8. Alberto Acosta, *op.cit.*, p. 47-48

9. Sur le plan politique et social, la stratégie nationaliste sous-jacente à l'exploitation des hydrocarbures rendait impossible l'application de politiques d'ajustement par les dirigeants militaires d'où le recours croissant au capital extérieur.

À partir de 1976, l'Équateur devint véritablement un sujet de crédit international très attractif pour les banquiers privés internationaux. Intéressés à octroyer des prêts sans trop de restrictions, en peu de temps, ils parvinrent alors à déplacer les concessionnaires traditionnels de crédits extérieurs en se convertissant en créanciers principaux de l'endettement. Avec ce changement majeur survenu au cours de la période dite de « facilité créditrice », les débiteurs équatoriens durent aussi affronter, parfois simultanément, les nations créancières, la banque internationale et les organismes multilatéraux. Cette multiplicité des prêteurs contribua tout d'abord à l'émergence puis au renouveau des idées néolibérales au sein de la finance internationale. Dimension idéologique non négligeable comme nous le verrons ultérieurement.

Mais août 1982 marqua surtout un point d'inflexion capital dans la trajectoire jusque-là irrésistible du processus d'endettement externe (Marichal, 2010) : le Mexique, dans l'impossibilité d'honorer le service de sa dette, déclara un moratoire sur l'ensemble de ses obligations financières internationales. Avec cette décision historique débuta ce que l'on allait nommer, de manière emblématique, la « crise de la dette externe ¹⁰ » (Marichal, 2008). Présentée initialement comme une rupture temporaire de liquidité, elle gagne plutôt à être interprétée comme une crise de solvabilité que l'analyse de l'expérience équatorienne semble en tout point corroborer :

En 1982, sous la pression conjuguée de la hausse des taux d'intérêt augmentant le volume de sa dette et la détérioration des termes de l'échange, le déficit global du secteur public équatorien atteignit 7,5 % du PIB et celui du compte courant de la balance des paiements environ 8,5 %. À partir de ce moment, et en conformité avec les premiers programmes d'ajustement élaborés par le FMI, l'action gouvernementale se traduit concrètement en une utilisation systématique de deux variables monétaires fondamentales, les taux de change et d'intérêt (Beckermann, Solimano, 2003). Avec un certain succès initial ¹¹, dans le sens où cette politique monétaire néolibérale répondit aux conditions fixées par l'agence multilatérale laquelle versa en totalité le crédit promis entraînant l'accord de refinancement de la dette par les banques créancières externes. Réussite temporaire dans la mesure où ce libéralisme monétaire recelait virtuellement plusieurs problèmes non résolus qui auront une part de responsabilité dans la genèse de la crise monétaire et financière de 1999.

10. La fin du processus d'endettement international se produisit comme conséquence de l'éclatement de la bulle financière et de la chute du prix de la plupart des exportations des pays en développement. La hausse concomitante des taux d'intérêt à long terme qui s'ensuivit suscita un renchérissement brutal du coût des crédits.

11. Et ce, malgré le phénomène du *Niño* qui affecta l'économie nationale impliquant un PIB en décroissance de 2,8 % en 1982

D'une part, les dépréciations répétées du taux de change eurent en effet deux conséquences durables (Beckermann, Solimano, 2003) : le poids du service de la dette externe privée – à titre principal constituée par les banques commerciales – augmenta si fortement que l'État équatorien fut obligé de prendre une mesure audacieuse mais grosse d'implications futures. À partir de 1983, la Banque centrale équatorienne assumait en effet l'essentiel des dettes externes privées¹² en échange de crédits en *sucres* d'où le nom de *sucretización* pour qualifier cette mesure très controversée. La *sucretización* non seulement suscita l'accroissement du stock de la dette publique mais surtout la colère de citoyens sceptiques quant à l'efficacité d'un usage de fonds publics permettant surtout de soulager les débiteurs privés et les prêteurs externes (Miño Grijalva, 2008). La suite des événements financiers au cours des deux décennies devait malheureusement leur donner raison.

L'instrumentalisation du taux de change et des taux d'intérêt constitua d'autre part un stimulant important dans l'accélération des transferts de richesses. Ceux-ci se manifestaient au début sous la forme de placements *offshore* dans la mesure où, jusqu'aux années 1990, les transactions en dollars avec les banques locales comportaient de multiples restrictions (Beckermann, Solimano, 2003). Avec le temps, la dollarisation « spontanée » de l'économie nationale envahit peu à peu les contrats informels, la valorisation des propriétés et enfin les services professionnels. La recherche d'un taux de change stable, susceptible d'effets dynamiques collatéraux était finalement justifiée par la nécessité d'obtenir un flux net d'exportations suffisant pour couvrir le service de la dette externe. Néanmoins un tel objectif s'avéra difficile à atteindre pendant les vingt années qui suivirent : la croissance réelle de l'économie, l'inflation, la dévaluation du taux de change et le déficit fiscal demeurèrent hautement instables.

Ce qui pouvait auparavant être considéré comme une « simple » crise de liquidité céda la place à une interprétation en termes de solvabilité, comme une dimension adjacente à la dette externe (Suárez Buitrón, 2003). Jusqu'en 1998, en dépit des difficultés des négociations entreprises précédemment (*cf. infra*), les banquiers internationaux en concertation avec les organismes multilatéraux – moyennant la définition formelle de programmes de stabilisation économique et de plans d'ajustement structureux que les gouvernements successifs s'engageaient théoriquement à appliquer – ont continué en général à accorder les crédits nécessaires aux seuls versements des intérêts de la dette¹³. En somme, on paie la dette tout en s'endettant

12. Elles représentaient au total près de 1 500 millions de dollars, c'est-à-dire 11 % du PIB de 1982.

13. Implicitement cette pratique sous-entendait que le remboursement du capital prêté n'était pas exigible à court terme sinon peut-être à long terme.

davantage ! Position pragmatique réaliste où les considérations d'ordre idéologique et politique ainsi que l'intérêt bien compris de financer un pays pétrolier semblaient primer sur une analyse de la situation financière réelle qu'éprouvait à l'époque l'économie équatorienne.

N'étant pas strictement l'objet de ce travail, un simple rappel des causes et des conséquences principales de la crise financière de 1999¹⁴ suffira toutefois pour la relier à notre thème. Un processus non maîtrisé de libéralisation financière mis en place pendant les années 1990 et une économie rentière en voie d'épuisement rapide ont en effet conduit à la faillite de la majorité des banques locales en raison de leur inefficience opérationnelle et d'une carence de supervision publique de leurs opérations. Ces deux défaillances majeures ont incité les actionnaires et les banquiers à prendre des risques financiers et monétaires¹⁵ qu'ils ont adossés aux fonds propres et à l'épargne des clients. Pire encore : ils ont enfreint la *Loi* en s'accordant généreusement des prêts à des conditions fort avantageuses destinés à leurs nombreuses entreprises industrielles et commerciales. Profitant d'un différentiel monétaire volatil entre le dollar et le *sucre*, ils ont en plus emprunté à l'extérieur les capitaux indispensables à leurs activités spéculatives évitant ainsi de compromettre leur propre argent. Endettés en même temps à l'extérieur et à l'intérieur, les établissements de crédit ne purent résister longtemps à cet effet ciseau. Dès mars 1998, les premières banques commencèrent à solliciter des crédits de liquidité à la Banque Centrale sous le prétexte officiel d'assumer leurs échéances de trésorerie à court terme ; en réalité pour continuer à spéculer. La spirale infernale était à nouveau enclenchée : carence de liquidités, planche à billets, dévaluations, spéculation, etc.

La perte de confiance de la population vis-à-vis du système bancaire se généralisa prenant la forme de retraits massifs d'argent. Avec une régularité métronomique, l'une après l'autre les banques insolubles¹⁶ se mirent sous la protection de l'État lequel prit en charge leur sauvetage au coût exorbitant de 7 000 millions de dollars (Miño Grijalva, 2008). Cette instabilité financière doublée d'une volatilité monétaire du *sucre* leva un vent de panique dans le milieu de la banque internationale qui suspendit précipitamment les lignes de crédit en direction de l'Équateur, aggravant l'illiquidité des établissements de crédit. Une réaction d'une logique

14. Nous renvoyons le lecteur intéressé par les facteurs explicatifs d'origine nationale et internationale concernant cette crise à l'ouvrage de Wilson Mino Grijalva : *Breve historia Bancaria del Ecuador*, plus particulièrement le chapitre XI, p. 239-273.

15. Les prêts liés, la concentration du portefeuille de crédits, l'insuffisance des fonds propres, les cautions et garanties inexistantes, etc.

16. Entre 65 % et 70 % des actifs bancaires (la plupart toxiques) furent absorbés par le budget public.

imparable s'ensuivit tant la situation de banqueroute nationale devenait maintenant un scénario tout à la fois crédible et plausible. Un moratoire général sur la dette publique externe aux mains des teneurs de bons (6 500 millions) fut aussitôt déclaré sans préjuger d'une reprise ultérieure des négociations avec le *consortium* des créanciers. Point d'orgue à une crise jumelle (financière et monétaire) aux effets persistants, le 1^{er} janvier 2000, le président Jamil Mahuad instaura le régime monétaire de dollarisation officielle. Sans que les questions du solde de la dette publique externe et du paiement de ses intérêts ne soient abordées ou, mieux encore, traitées sur un mode consensuel.

De la dette externe à la dette éternelle

En matière financière, le paradigme néolibéral dominant depuis les années 1980 prônait que la concurrence était en théorie la seule habilitée à éliminer les institutions non rentables, peu efficaces grâce au respect scrupuleux des principes d'égalité et de liberté supposés régner entre les différents intervenants de marché. Par conséquent, aucune mesure concrète (aides, crédits, subventions...) n'était formellement envisagée qui pallierait les éventuelles failles de la logique marchande. Sous le prétexte officiel d'éviter un risque systémique¹⁷, une entorse majeure au sacro-saint principe de la non-intervention fut néanmoins commise lorsque l'on chercha à minimiser les pertes des banques nationales et internationales en organisant leur sauvetage par le biais de l'État et des organismes multilatéraux. En claire violation des préceptes théoriques, leur intervention continuelle contribua à normaliser la figure juridique du prêteur en dernier ressort (*PDR*). Au départ exceptionnelle, cette modalité d'action a historiquement représenté la toile de fond sur laquelle s'est déroulé le long processus politique de négociations et de re-négociations de la crise de la dette externe équatorienne :

En ce qui concerne l'endettement auprès de la banque internationale – première contrepartie financière jusqu'en 1990 – le processus de négociations a été continu, répétitif et décevant tant pour le pays que pour les créanciers privés : d'une part, l'Équateur est demeuré pendant longtemps un débiteur impécunieux sollicitant des crédits sans entreprendre les réformes structurelles susceptibles non seulement de modérer l'augmentation constante de la dette publique interne mais en même temps d'accroître la pression fiscale, la croissance nationale indexée sur les variations du prix du

17. Les banques internationales ainsi que les agences multilatérales se sont aperçues qu'il n'existait pas de meilleur garant que l'État pour récupérer les crédits privés. À l'époque, la formule du "*Too big to fail*" faisait florès parmi les autorités économiques et politiques de la planète.

baril de pétrole représentant un des principaux obstacles à un changement radical du contenu rentier de la politique économique aujourd'hui comme hier. D'autre part, malgré l'existence de divers programmes de restructuration, les remboursements, de même que les paiements d'intérêt aux créanciers, se sont rarement réalisés selon les pronostics optimistes formulés lors des réunions internationales, comme dans le cas du fameux Plan Brady. L'échéancier ainsi que les sommes récupérées n'ont en définitive pas respecté les conditions accordées en raison essentiellement des crises de la globalisation et de l'instabilité politique équatorienne.

Le même type d'analyse pourrait être appliqué à la situation du segment de la dette dépendant des gouvernements réunis au sein du Club de Paris. Ce que l'on a coutume de nommer la dette bilatérale. En février 2003, l'Équateur était encore débiteur de 1 301 millions de dollars. Or rien que la dette contractée auprès de la Chine atteindrait actuellement près de 7 000 millions de dollars !

Avec le FMI, le processus de négociations emprunte les mêmes travers que pour la dette externe privée et bilatérale analysée précédemment. Les successives cartes d'intention négociées, signées avec leurs crédits afférents, les prêts Stand-by et les mesures de rééchelonnement proposées... n'ont en général pas dépassé le stade des résolutions sans suite concrète, le niveau des intentions sans les exercices d'application. L'observation factuelle de la dette externe équatorienne d'origine multilatérale contredit l'idée courante selon laquelle le FMI aurait systématiquement imposé ses prescriptions au travers des si décriées cartes d'intention : entre 1983 et 2003, l'Équateur en a signé dix dont seulement trois ont été appliquées sur une courte durée par trois gouvernements différents ! Sans oublier les trois conventions de financement compensatoire (crédits pour la balance des paiements) dont le montant utilisé entre novembre 1983 et janvier 1988 atteignit à peine les 302 millions de dollars.

Nous illustrerons finalement les problèmes évoqués ci-dessus en évaluant le contenu et la portée du Plan Brady que l'Équateur a dû souscrire pour honorer le service de sa dette. Du nom du Secrétaire d'État des États-Unis de l'époque, Nicolas Brady, ce plan surgit en 1989 avec pour objectif fondamental de refinancer et de réduire la dette non garantie des banques internationales (Acosta, 2009). Les fameux Bons Brady peuvent alors être assimilés à un mécanisme de titrisation et de réduction volontaire grâce à un système de rachat. Ces papiers étaient émis avec le soutien du Trésor américain, ce qui leur conférait un haut degré de solvabilité et faciliterait, pensait-on, leur titrisation ainsi que leur vente future sur le marché secondaire. Étant donné le poids de la dette externe, en mai 1994, les autorités équatoriennes signèrent le premier accord avec la banque internationale créancière. Pour racheter la dette, elles firent toutefois

étrangement appel à de nouveaux crédits obtenus également auprès d'organismes internationaux¹⁸ ! En février 1995, un plan financier relatif au remboursement du capital dû (principal) fut dessiné grâce à l'émission de deux types de bons aux noms très évocateurs en langue anglaise : Bon Interest Equalization (BIE) et Bon Past Due Interest (BPDII).

Comme un effet collatéral non prévu, la titrisation de la dette équatorienne au cours des années du Plan Brady fit que le nombre de propriétaires privés de bons (ou créanciers anonymes) augmenta réduisant de la sorte la dette aux mains des banques internationales. L'effondrement financier ainsi que l'instabilité monétaire de l'année 1999 occasionnèrent une impossibilité à assurer les versements et les paiements convenus. Un moratoire unilatéral fut alors déclaré avec comme conséquence immédiate la chute du prix de la dette sur le marché secondaire entérinant de facto l'échec du plan dans le cas équatorien. Après avoir entamé un processus de négociations et affronté les multiples demandes de créanciers réunis dans des « fonds vautour », il fut en fin de compte décidé d'échanger les Bons Brady contre un nouvel instrument financier qui garantirait par avance un maximum de paiements et de flux aux investisseurs pendant toute la durée d'existence des bons. En l'an 2000 surgirent alors les Bons Global en deux versions différentes selon leur terme d'échéance, Global I2 et Global 30. Selon Alberto Acosta (2009), l'échange des Bons Brady pour des Bons Global aurait été préjudiciable aux intérêts du pays : paiements anticipés des bons aux créanciers, versements au comptant des arriérés financiers, sanctions élevées en cas de non-accomplissement des obligations, hausses de plus de 50 % des intérêts, absence de période de grâce, etc.

La pérennité de la dette externe : une analyse causale

Selon la vulgate tiers-mondiste, l'existence d'une étroite liaison systémique entre l'endettement extérieur et l'expansion du capitalisme au Nord engendrerait une dépendance financière pérenne, dommageable à l'économie des pays débiteurs au Sud. Ce système économique basé sur l'exportation des capitaux s'ingénierait d'abord à maintenir puis à reproduire une domination pluriséculaire orientée du Nord vers le Sud. Une partie des ressources excédentaires du Nord fut distribuée sous la forme de prêts publics ou privés aux nations du Sud dont les besoins de financement ne pouvaient être satisfaits par le seul recours à l'épargne locale, la plupart du temps insuffisante ou mal employée. Malgré les nombreux défauts de paiement et crises majeures qui ont essaimé, à intervalles irréguliers, l'histoire économique et financière du XX^e siècle, ce système asymétrique de

18. Rappelons qu'en 1993 les intérêts en retard ainsi que les divers arriérés de paiement auprès des banques internationales s'élevaient à 41 % de la dette externe.

financement a, *grosso modo*, perduré tant dans son contenu que dans son mode opératoire. L'ampleur ainsi que l'intensité inouïes des crises de la dette souveraine latino-américaine des deux dernières décennies ont montré l'épuisement inexorable de ce mode de financement, transformé en outre par le passage du capitalisme techno-industriel au stade actuel de la globalisation financière (Marichal, 2010).

Au fil du temps, qu'elle soit publique ou privée, la dette externe demeurait fondamentalement la même dans son contenu et ses principales caractéristiques. Elle représentait un continuum historique dont la fatalité inéluctable reposait sur une division internationale du travail inchangée depuis – pour ne pas remonter aux calendes grecques – les indépendances latino-américaines jusqu'à la période actuelle de globalisation généralisée des marchés. Favorables aux seuls intérêts des puissances économiques les plus avancées, les débiteurs ainsi soumis étaient non seulement obligés de recourir aux crédits extérieurs dans leur légitime quête émancipatrice vers le développement mais également d'en assumer les coûts exorbitants en sollicitant toujours davantage de prêts. Telle une loi d'airain, la thèse oscille entre la représentation compassionnelle et la rhétorique victimaire des pays emprunteurs auxquels serait imposé le déterminisme d'un système économique ayant comme pivot central de fonctionnement, la dette, conçue comme un piège perpétuel.

L'explication précédente se heurte bien entendu à la réalité des situations concrètes dans la mesure où celles-ci ne reflètent pas toujours ce manichéisme réducteur présent dans la dialectique Centre/Périphérie sous-jacente aux rapports complexes entre les débiteurs et les créanciers. Plus précisément, l'observation de l'expérience équatorienne montre au contraire que rien n'est moins clair, définitif que ce type d'analyse veut bien nous le faire accroire.

Dettes externe, développement et dépendance

En Équateur, et peut-être partout ailleurs, l'apparition de la dette externe comme « problème » n'est devenue un objet scientifique digne d'intérêt qu'à partir du moment où l'implication, plus ou moins directe, des États, de la banque internationale ou d'organismes multilatéraux a été empiriquement vérifiée (Henry, 1996). Jusqu'au début des années 1970, les négociations autour d'éventuels rééchelonnements, de paiements des intérêts ou de remboursements du capital emprunté étaient la plupart du temps circonscrites au milieu de la finance internationale avec son collègue fermé d'initiés issus du domaine privé ou public. Avec les difficultés croissantes,

permanentes des débiteurs¹⁹ à effectuer leurs paiements dans les conditions contractuelles prévues, l'idée d'instaurer des plans de stabilisation et des programmes d'ajustement s'est propagée parmi un grand nombre de nations de la planète. La présence d'organismes multilatéraux (FMI, Banque mondiale, BID...) en tant qu'opérateurs majeurs des politiques économiques d'évitement du défaut de paiement a non seulement réveillé les préjugés « anti-impérialistes » mais conduisit la recherche en sciences sociales à s'intéresser d'un peu plus près au thème de la dette extérieure jusqu'à l'élever au statut valorisant de sujet scientifique. S'il s'agissait d'obtenir au départ un maximum de devises (dollars) susceptibles d'assurer les paiements en temps et en heure, l'aspect technico-financier de l'ajustement a vite été dépassé par des enjeux d'économie politique non dénués de présupposés idéologiques.

Parmi ces derniers, il y a l'amalgame généralisé entre l'affichage de la conditionnalité du service de la dette renouvelée et sa réelle mise en œuvre. Au cours des trente dernières années du XX^e siècle et de la première décennie du XXI^e siècle, l'Équateur a partiellement appliqué les résolutions des différents plans de négociations accordées avec ses principaux créanciers. Leur application même modeste fut plutôt l'exception alors que leur non-accomplissement la règle politique suivie par la plupart des gouvernements (*cf. supra*). Les mesures d'ajustement préconisées par les agences multilatérales en représentation des *consortiums* de créanciers n'ont eu en définitive qu'un rendement financier insuffisant, irrégulier en raison des multiples suspensions de paiement intervenues pendant la période mentionnée.

Une telle stratégie a toutefois suscité deux conséquences majeures qui perdurent aujourd'hui : la première consiste en un renforcement du bilatéralisme en matière de négociations du service de la dette externe avec une poignée de créanciers privés ou publics sélectionnés selon des critères de nature politique, et cela en opposition radicale avec les propositions émises par l'ensemble des consortiums acquis aux avantages du multilatéralisme. Malgré toutes les diatribes sur l'illégitimité des dettes contractées et sur les exigences diverses du FMI, de la Banque mondiale, BID, etc., celles-ci n'ont guère empêché les autorités économiques et politiques équatoriennes de disposer de lignes suffisantes de crédit international provenant soit d'États créanciers soit d'institutions financières privées²⁰. Certes les marges de manœuvre pour négocier étaient sans doute plus étroites mais moins que

19. Nous pensons à titre principal aux pays d'Amérique latine mais non exclusivement (Afrique, Asie).

20. Déjà présent auparavant, le redéploiement de la dette vers le crédit bilatéral international s'intensifia après l'effondrement du système financier en 1999.

celles des nations ne disposant pas d'une aussi grande variété de ressources naturelles : pétrole, matières premières, minerais...

D'où la deuxième conséquence liée directement à l'emprise croissante du bilatéralisme. Le fait de vouloir s'émanciper de la dette multilatérale en privilégiant les rapports débiteur/créancier conduit à multiplier le volume des prêts – et le fardeau total de l'endettement extérieur – à des conditions parfois beaucoup plus drastiques que celles proposées par le multilatéralisme international. Pire encore : cette « nouvelle » forme de dépendance financière s'avère d'autant plus sévère qu'elle est aussi corrélée à la puissance économique, sans contrepoids effectif, du pays créancier lequel impose les règles, non nécessairement financières, du paiement des intérêts et du remboursement du capital prêté. Ainsi l'exemple des crédits concédés à l'Équateur par la Chine dans le cadre de programmes d'investissement dits stratégiques (barrages, centrales électriques, ponts, mines, raffineries, etc.) comporte, en plus des exigences financières très élevées, des clauses relatives aux conditions de travail de la main-d'œuvre équatorienne soumise à la surveillance zélée de l'encadrement chinois.

En l'absence de Club des débiteurs, la plupart des économies rentières ont donc tendance à choisir la solution bilatérale à court terme laquelle consiste pratiquement à prolonger voire à approfondir les problèmes engendrés par ce modèle de développement. Aujourd'hui comme par le passé, la contribution éventuelle du capital extérieur à la croissance mérite d'être nuancée dans la mesure où celle-là reste difficile à distinguer – tant sur le plan quantitatif que qualitatif – des effets multiples induits par une rente dominante, telle que l'or noir. L'apport des ressources financières supplémentaires venant alors amplifier l'impact préexistant des royalties pétrolières dans l'économie équatorienne sans que l'on puisse imputer précisément la responsabilité des changements survenus²¹ à l'épargne internationale ou à la rente locale. Cette combinaison dynamique de financements déplace désormais les limites du débat convenu autour d'une corrélation supposée entre la dette externe et le développement. On tenterait ainsi de déterminer un seuil minimal d'endettement extérieur en pourcentage – par rapport au PIB, aux exportations, à la dette interne, etc. – à partir duquel une dynamique vertueuse de développement s'enclencherait²². Les

21. Ce que la littérature économique spécialisée qualifie de « maladie hollandaise » correspond à l'analyse des nombreux problèmes consécutifs à un afflux massif de capitaux dans une économie. Dès 1973, l'Équateur a connu ce genre de difficultés avec l'appréciation constante du prix du baril de pétrole extrait de l'Amazonie.

22. C'est une vieille antienne soulevée par la crise actuelle des dettes souveraines en Europe : à partir de quel(s) seuil(s) maximal(aux) de la dette publique la croissance risquerait-elle d'être affectée ?

vérifications empiriques incontestables se faisant toujours attendre, l'expérience équatorienne soulève plus d'interrogations que de certitudes :

D'une part, grâce à la *bonanza* pétrolière permanente, la fermeture plus ou moins temporaire des lignes de crédit international par les agences multilatérales n'a pas empêché leur substitution bilatérale par des créanciers publics ou privés. Sous une forme métaphorique, la masse des pétrodollars pourrait alors être assimilée à une véritable « pompe aspirante » attirant les prêts extérieurs d'une utilité financière ou sociale contestable. Bien qu'existe une épargne locale, certes insuffisante, des dollars du pétrole et de l'immigration²³ réinjectée régulièrement dans les circuits du système économique, le modèle rentier éprouve toujours le même besoin impérieux de faire appel à l'endettement extérieur comme s'il manquait de liquidités pour financer ses objectifs de consommation et de production : sans que cela produise, loin s'en faut, une amélioration pérenne de la situation économique et sociale, une société en réel développement au profit de l'ensemble de la collectivité nationale. Le glissement insidieux vers une interprétation mettant en cause l'efficacité supposée du capital externe recèle, d'autre part, une incertitude fondamentale concernant les stratégies alternatives susceptibles de pallier la dépendance externe (*cf. infra*) : faut-il renforcer la propension à l'épargne locale par des mesures incitatives ou promouvoir des politiques publiques axées sur une gouvernance financière des excédents pétroliers ? Ce qui présuppose que la dette ne soit plus uniquement envisagée sous l'angle restreint d'une mécanique de la fatalité entre débiteurs et créanciers mais comme un processus décisionnel d'économie politique.

Crise de la dette externe et rôle de l'État

À intervalles réguliers, l'histoire économique et financière de l'Équateur est scandée de ruptures majeures liées au choix de modèles d'accumulation trop résilients aux aléas de la conjoncture internationale (Miño Grijalva, 2008). Cette spécialisation historique centrée sur le dynamisme permanent d'une variété d'exportations agroprimaires²⁴, trouvant d'ailleurs assez facilement des débouchés extérieurs, s'est toutefois accompagnée de la formation de *booms* et de bulles spéculatifs aussi prompts à croître qu'à se dégonfler. L'introduction de capitaux étrangers n'a fait qu'exacerber les traits pérennes du développement vers l'extérieur des structures de production domestiques. Les options cépaliennes²⁵ en vogue durant les

23. Le montant des transferts effectués par les travailleurs immigrés représente le deuxième poste des entrées de capitaux.

24. Depuis l'époque de la colonisation jusqu'à la période présente, l'insertion de l'Équateur dans l'économie internationale s'est caractérisée par une labilité surprenante à s'adapter aux besoins divers des marchés mondiaux.

25. De la CEPAL : Commission économique pour l'Amérique latine.

décennies 1960 et 1970, favorables au marché intérieur comme alternative à la division internationale du travail prégnante, n'ont en rien modifié l'orientation profondément rentière de l'Équateur.

Compte tenu de cette fragilité intrinsèque, la récurrence de crises est loin de représenter un facteur circonstanciel mais constitue en revanche une tendance omniprésente, lourde de la macroéconomie nationale (Acosta, 1995). L'avènement de crises dites de la dette renvoie par conséquent à un environnement instable d'épuisement successif des différentes rentes responsables pour l'essentiel de la production des richesses distribuées et gaspillées par les élites économiques et politiques. C'est la raison pour laquelle parler de « crise de la dette externe » en soi – comme le fait presque la totalité de la littérature thématique – relève d'un abus de langage doublé d'une simplification outrancière de la problématique.

Bien que séduisante d'un point de vue idéologique pour les contempteurs de la présence du capital financier international dans les affaires du monde, cette formule, en se focalisant sur la dimension exclusivement financière de la dette, tend à rejeter toute cause située en dehors des difficultés ou des freins inhérents aux seuls paiements et remboursements de la dette. Car cette crise ne se réduit pas à l'échec réitéré des négociations entre débiteurs et créanciers, à une carence temporaire ou structurelle de devises empêchant d'honorer les engagements pris au moment de la concession des prêts. Foncièrement financière mais sans l'être en totalité, une analyse causale plus approfondie de l'endettement équatorien met toutefois en exergue l'influence de plusieurs facteurs économiques et extra-économiques ayant participé à l'augmentation de son volume et à sa pérennité ; sans être exhaustive, la recension des principales responsabilités demeure néanmoins éloquente (Acosta, 1995 ; Miño Grijalva, 2008) :

— La politique volontariste d'industrialisation par substitution des importations (*ISI*) – mise en œuvre au cours des années 1960 et poursuivie jusqu'à son abandon discret au début de la décennie 1980 – a accru le poids du service de la dette en raison de son échec patent : une impossibilité pratique à produire des biens plus élaborés destinés au marché intérieur s'est traduite par une croissance vertigineuse des importations laquelle creusa le déficit de la balance des paiements financé en partie grâce à de nombreux crédits documentaires internationaux. L'abondance des liquidités provenant de la manne pétrolière a en outre stérilisé tout effort soutenu de constitution d'une épargne substantielle et incité à recourir paradoxalement aux financements extérieurs comme autant de béquilles du consumérisme local.

— La conjoncture heurtée d'évolution du marché international des prix pétroliers fit de la prévision des recettes un exercice intellectuellement risqué aux conséquences incertaines en matière de planification des échéances de remboursement ou de paiement des intérêts. Le cycle erratique du prix du

baril d'or noir justifia ainsi le recours systématique aux emprunts externes afin de pallier l'incurie gestionnaire des gouvernements successifs devant la recrudescence des problèmes de trésorerie publique. Ce n'est qu'à partir de l'année 2001 que la tendance haussière des prix pétroliers s'est finalement confirmée sans pour autant alléger l'endettement extérieur cette fois de contenu bilatéral.

— Pendant les décennies 1980 et 1990, la conjonction aléatoire de catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre, glissements de terrain entraînant la rupture d'un important oléoduc en Amazonie...) et d'évènements d'origine sociale (mouvements indigènes) contribua aux premiers défauts temporaires de paiement en donnant lieu à une multiplication des réunions avec le consortium des créanciers, à diverses propositions de rééchelonnement (Plan Baker, Club de Paris, Plan Brady, Bons Global...). L'instabilité politique ultérieure eut aussi comme incidence ponctuelle la hausse de l'indicateur du risque-pays avec comme effet remarquable une tension permanente sur les taux d'intérêt.

— Aux facteurs contextuels d'importance internationale ou nationale, il faudrait ajouter la crise « jumelle » de 1999 dont l'ampleur et la profondeur dépassèrent le seul effondrement du système national de crédits et de paiements pour entraîner également une perte de confiance des créanciers internationaux dans la capacité des décideurs économiques et politiques à honorer les engagements financiers de l'Équateur. Aujourd'hui encore ce problème essentiel n'est pas entièrement dissipé malgré la récupération économique ultérieure que certains experts attribuent à l'instauration du dollar comme monnaie officielle.

— *Last but not least*, en ce qui concerne la dette externe équatorienne, l'approfondissement du processus de globalisation de la finance n'a pas intensifié la concurrence entre les différents créanciers potentiels. Le contenu de la dépendance actuelle se rapproche au contraire d'une forme plutôt monopoliste. La majorité des prêts dernièrement accordés l'ont été par la Chine sous des conditions drastiques rappelant une forme déguisée d'aide liée.

Si la notion controversée de « crise de la dette externe » n'est guère réductible à une seule cause d'ordre financier, elle l'est moins encore en ce qui concerne la responsabilité exclusive du marché dans sa formation ou sa croissance. Car toute tentative pour en diminuer le volume et ses effets supposés nocifs a toujours été associée à une intervention publique. En Amérique latine, sous des modalités spécifiques liées à la culture politique nationale, le transfert des dettes internationales vers le secteur public dans un but d'évitement ou de solution des défauts de paiement a été largement pratiqué (Vergara, 2003, 2012). Sans être en rien originale au niveau

continental, la formule équatorienne de la *sucretización*²⁶ n'a toutefois pas produit les effets escomptés en termes de réelle diminution de son poids (*cf. supra*): en socialisant la dette privée externe, elle n'a permis ni le remboursement ultérieur par les entreprises nationales de l'argent public avancé ni la vente aux enchères des garanties offertes en hypothèque par ces bénéficiaires privilégiés. Ce transfert n'a fait qu'aggraver la situation macroéconomique et financière antérieure, déjà peu brillante, en créant de nouveaux problèmes lesquels ont contribué plus tard à la catastrophe financière et monétaire de 1999. La prise en charge publique des obligations des débiteurs privés s'est traduite en un accroissement concomitant des déficits étatiques, et cela malgré l'augmentation continue des recettes pétrolières dans le budget général de la nation.

À l'époque, pour financer la hausse permanente de la dette de l'État, on n'a rien trouvé de mieux que de privilégier paradoxalement l'expansion de l'offre monétaire par le biais de la planche à billets. Le cercle vicieux cette fois-ci de l'endettement étant bien enclenché, deux dérives inhérentes à cette politique monétaire sont rapidement apparues : la hausse modérée des prix s'est d'une part brusquement accélérée jusqu'à se transformer en une tendance ascendante permanente. Une perte importante du pouvoir d'achat de la population s'ensuivit sans que l'augmentation officielle des salaires nominaux puisse la compenser effectivement dans les mêmes proportions. La détérioration des revenus réels se répercuta ainsi sur le niveau de la demande domestique qui parvint à se maintenir peu ou *prou* grâce à la concession de crédits à la consommation, d'ailleurs de plus en plus onéreux. La consommation fléchissant sous la tension de la hausse des taux d'intérêt entraîna d'autre part l'atonie du marché intérieur moins réceptif aux marchandises nationales et la stagnation consécutive de l'appareil productif. En flagrante contradiction avec l'objectif initial de la *sucretización*, le contexte durable de *stagflation* entretint un processus d'endettement généralisé des agents économiques nationaux.

Au vu de la gravité des problèmes internes à résoudre, il est aisé de comprendre que le règlement de la dette externe passe peu à peu au second plan des priorités des décideurs politiques. L'inefficacité économique de l'action étatique résiderait par conséquent dans la possibilité d'en augmenter le fardeau sans avoir les moyens et le temps d'en respecter les contraintes²⁷.

26. En 1982, sous la présidence d'Oswaldo Hurtado fut prise la décision de convertir la dette privée externe, libellée initialement en dollars, en *sucres* avec bien entendu les garanties de papier habituelles. Malgré une parité avantageuse (1 *sucro* contre 3 dollars), la plupart des 420 débiteurs concernés n'ont jamais remboursé leur ardoise auprès de l'État. Elle figure toujours à l'actif du bilan général de la Banque Centrale

27. Pour ce qui est de sa dette, l'État ne peut théoriquement faire faillite quand bien même il ne paierait pas ses créanciers.

Rappeler que la gestion publique engage un État sur vingt années voire même plus, alors que les décisions prises par des hommes politiques sont souvent conditionnées par les prochaines échéances électorales, permet d'interpréter les erreurs commises au temps des crises de la dette comme le résultat d'un hiatus temporel entre des objectifs fixés sur le long terme et des moyens à court terme. Bien que pourvues d'instruments puissants²⁸ lorsqu'ils sont utilisés à bon escient et au bon moment, les politiques publiques sont absorbées par les mesures d'urgence anticrise ou les mauvaises habitudes de gaspillage de la rente pétrolière. La question jamais posée mais pourtant essentielle étant de savoir si une économie rentière telle que l'Équateur a un véritable besoin de financement extérieur, parfois supérieur à la quantité de pétrodollars reçus. Finalement le capital étranger ainsi que l'argent du pétrole ne sont peut-être qu'une seule et même facette d'un problème commun : l'argent facile, qu'on ne prête d'ailleurs qu'aux riches !

Globalisation, dette externe : quelles alternatives ?

Dans le cadre de la globalisation contemporaine, rien ne demeure figé et moins encore la dette qui devient, dite sous une forme ironique, la « chose » la mieux partagée quelles que soient d'ailleurs ses variantes (publique/privée/interne/externe). L'accumulation de dettes étant consubstantielle au fonctionnement des marchés et des sociétés de la planète, les sommes colossales en jeu atteignent aujourd'hui un niveau paroxystique tel que l'hypothèse d'une crise systémique du capitalisme mondial confine même à l'obsession chez certains experts en catastrophes annoncées (les fameux *doomers doctors*). Une brève recension de quelques événements majeurs d'une actualité économique et financière en irruption permanente ne risque pas d'infirmes leurs pronostics pessimistes : le trou fiscal américain, la crise des dettes souveraines en Europe, l'insolvabilité bancaire de plusieurs nations européennes, la politique monétaire accommodante des grandes puissances économiques (Chine, Europe, Japon, USA), la crise de l'euro, les bulles de crédit et immobilières de la Chine, la volatilité des marchés obligataires... Tous ces faits hétéroclites ont cependant une origine commune plus ou moins directement liée à un problème de dettes non honorées, à une incapacité fondamentale à rembourser le capital prêté au départ. Et cela malgré la diversification croissante des sources de financement que promet le capitalisme globalisé comme une garantie d'efficacité permettant en théorie la mise en relation permanente, *via* le marché, des offreurs et des demandeurs de liquidité.

28. Politique budgétaire, fiscale, monétaire.

Plus que la solution souvent vantée, l'hyperliquidité mondiale serait en fin de compte une des causes de l'endettement généralisé gros d'instabilités futures. Mais un tel constat en soi est-il original, n'a-t-il pas été formulé auparavant dans des conditions économiques et des circonstances historiques différentes ? Si c'est le cas, de quels enseignements ce diagnostic antérieur a-t-il été porteur sous l'angle de la théorie et de la politique économique ? Sans doute, la situation actuelle rappelle beaucoup les décennies « perdues » 1980-1990 durant lesquelles le continent latino-américain, empêtré dans les problèmes inextricables de dette externe, s'enfonçait peu à peu dans la stagflation tant les mesures prises à l'époque pour sa restructuration ne semblaient donner que peu de résultats tangibles (Henry, 1996 ; Marichal, 2010). Avec l'expérience de l'Équateur nous avons vu que les diverses propositions avancées au niveau international (plans Brady et Baker) ont échoué en raison des inerties structurelles du modèle d'accumulation rentier et de l'opportunisme clientéliste des élites politiques. Mais il nous faut dépasser le syndrome de l'échec d'hier en approfondissant ses facteurs explicatifs comme autant de pistes heuristiques qui nous permettraient de mieux comprendre la situation présente. En évitant bien entendu, autant que faire se peut, le péché d'anachronisme présent bien souvent dans les analyses des économistes.

D'un point de vue doctrinal, le néolibéralisme en Amérique latine (et en Équateur) sous sa forme monétariste a accru le recours aux instruments traditionnels des taux de change et d'intérêt de la politique monétaire mais en les soumettant à la logique exclusive du marché international, en un quasi-abandon de la régulation antérieure de l'offre de monnaie selon les besoins de l'économie locale. L'autocontrôle marchand et le contrôle politique recoupaient en résumé une opposition idéologique entre la prédominance du rôle du marché ou de celle de l'État. Or un tel clivage n'avait plus lieu d'être lorsque – la suspension des paiements externes ajoutant à l'insolvabilité de l'économie domestique – le système financier en voie de faillite et la monnaie en dévaluation constante justifiaient des injections massives, régulières de liquidités pour sauver ce qui pouvait l'être encore (Beckermann, Solimano, 2003). Réparer les défaillances du marché est une chose mais instiller la confiance indispensable au retour de la solvabilité en est une autre. Il était donc contradictoire de faire appel au secteur public après avoir essayé d'appliquer des plans d'ajustement dont l'objectif financier aboutissait pratiquement à en réduire le périmètre d'intervention. Les mesures économiques prises perdaient en efficacité par le simple fait qu'elles manquaient des relais ou des moyens intermédiaires nécessaires au sein d'un État en retrait. Les processus de négociation de la dette externe équatorienne furent ainsi entachés de cette contradiction qui empêchait de savoir si réellement les appareils étatiques étaient capables

d'appliquer les résolutions actées lors des réunions prises avec les créanciers publics ou privés (Vergara, 2003, 2012).

Mais débiteurs et créanciers partageaient la même idéologie du *laissez faire* et n'avaient donc aucune raison sérieuse de penser que l'État néolibéral d'une économie rentière n'accomplirait pas son travail. Ce qui explique en partie pourquoi la quantité de prêts internationaux distribuée aux débiteurs impécunieux ne diminua que rarement (sauf entre 1999-2000). Ou peut-être faut-il considérer le cas équatorien comme une tentative pionnière d'allègement de la dette sous la forme d'un « nouveau » modèle d'accumulation destiné à un futur prometteur car bien en phase avec les processus de globalisation capitaliste. Le développement intensif des exportations de matières premières et minérales fournissant les devises nécessaires aux paiements du service de la dette externe, une voie vers un désendettement effectif serait alors possible mettant à profit les dotations de facteurs et les gains de compétitivité à l'international. Il n'y eut point de désendettement extérieur mais seulement une plus grande facilité à contracter de nouvelles dettes de nature bilatérale sans lesquelles les exportations ne trouvaient pas de débouchés (Acosta, 1995, 2009). Assez étrangement, la mise en faillite organisée de l'économie équatorienne par les néolibéraux n'a pas été suivie de réponses efficaces, de solutions alternatives à l'austérité qu'ils prônaient pour rétablir les paiements du service de la dette.

Or la politique keynésienne de relance par l'outil budgétaire n'a également pas permis d'enclencher une dynamique de croissance moins liée au complexe extractiviste à vocation internationale. Les rentes d'exportation (*royalties* du pétrole, droits de douane) alimentent toujours autant le financement du secteur public lequel ne cesse de creuser ses déficits en série. Dans n'importe quel autre pays, ce serait une contradiction en apparence insurmontable que de proclamer vouloir alléger le poids de la dette externe tout en augmentant celui de la dette publique interne. Mais pas en Équateur où la manne pétrolière autorise en général tous les excès, et en particulier celui de s'exciper d'une gestion financière minimale. Peu à peu la dette publique interne sera si élevée que les ressources pétrolières n'y suffiront plus. Il faudra inéluctablement faire appel au financement extérieur qui viendra accroître le service de la dette en cours. Sans recettes tributaires additionnelles dans les sphères commerciale et productive, la dette globale s'enfle suscitant simultanément l'explosion des dépenses de fonctionnement et le pillage international des ressources naturelles.

Le budget comme instrument alternatif manifeste par conséquent une certaine impuissance opérationnelle à changer le comportement des agents économiques en besoin de financement. Après l'année 2000, les ménages, les institutions financières, les entreprises, les appareils d'État... ont

poursuivi leur cycle d'endettement effréné comme si rien n'était auparavant arrivé. Car ce n'est pas tant l'allocation des fonds qui fait problème que le conformisme rentier avec lequel ceux-ci ont été utilisés, les modes de financement reproduits à l'excès avec l'approbation implicite des créanciers internationaux dont l'apparente fermeté initiale lors des renégociations de la dette, s'est muée, au fil du temps, en un laxisme compréhensif en proposant à chaque fois de nouveaux produits financiers attractifs. Une autre dette tout aussi dommageable reprendrait donc la suite.

Le triptyque récurrent de la chaîne de l'endettement externe – Marchés/Débiteurs-Créanciers/États – serait alors la configuration financière primordiale qui sous-tendrait le fonctionnement problématique de la globalisation actuelle. Avec toutefois une interrogation sur la finalité intrinsèque d'un tel système de surendettement dans la mesure où il se reproduit sur des bases internationales de plus en plus autonomes par rapport à une économie réelle, productive, dont la seule raison d'exister résiderait de plus en plus dans la sphère de la consommation : inciter à consommer plus qu'à produire serait *in fine* l'essence même de la dynamique de crédits multiformes à échelles variables que proposent les marchés financiers à tous les consommateurs privés et publics de la planète. Le consumérisme comme motivation pour s'endetter sans limites contredirait alors l'orthodoxie marxiste selon laquelle il n'y aurait de travail dit « productif » que par rapport au capital en développement permanent. Mais *quid* du productif s'il ne renvoie plus à une assise matérielle prédominante mais à une immatérialité généralisée, au seul capital financier orienté vers la consommation ?

Conclusion

On ne répétera jamais assez combien le récit d'une expérience passée s'avère très instructif pour la réflexion économique, dès lors que celle-ci intègre, sans dogmatisme aucun, les enseignements même controversés que l'analyse détaillée de la dette équatorienne a mis en exergue. En partant du particulier au général, plusieurs éléments essentiels méritent cependant d'être soulignés, sans épuiser bien entendu la discussion ouverte autour des causes principales ou des solutions susceptibles d'en atténuer l'impact social et politique.

Nous avons vu que la croissance de la dette extérieure de l'Équateur s'est traduite en une profonde crise monétaire où la dépréciation constante de la valeur de la monnaie nationale a conduit finalement à la dollarisation officielle de l'économie équatorienne. Cette dévaluation *de facto* de même que la banqueroute bancaire concomitante n'ont certes pas été directement suscitées par la montée incoercible du volume des dettes contractées au niveau international. Mais ces dernières y ont contribué pour beaucoup

puisque la perte de confiance des prêteurs étrangers participa à la diminution générale des flux de capitaux privés lesquels auraient pu stabiliser la cotisation du sucre et approvisionner en liquidités les banques au bord de la faillite. La dette extérieure a par conséquent représenté un facteur primordial d'accentuation des déséquilibres macroéconomiques et financiers préexistants, comme un problème latent venant se greffer sur les causes structurelles que furent la fragilité monétaire et la gabegie bancaire dans la banqueroute du pays. Avec un tel contexte d'incertitude, que renforçait une inefficacité chronique des institutions politiques, l'excédent de dettes non remboursées, à l'échelle nationale ou internationale, rejaillit alors sur un champ monétaire historiquement conflictuel, impuissant à rétablir la crédibilité du sucre.

Le bilan de la socialisation de toutes les dettes – publiques/privées/internes/externes – par la puissance étatique fut en outre loin d'être la réussite escomptée, si l'on en énumère ses principaux effets à court et à moyen terme : abandon de la souveraineté monétaire (dollarisation officielle), coût exorbitant du sauvetage bancaire pour les finances publiques, ruine des petits épargnants, moratoire *sine die* sur la dette externe, accès fermé aux marchés obligataires de la planète, évaluation négative du risque-pays par les agences de notation internationale, etc. Dès que surgit un problème sérieux de solvabilité, le compartimentage formel selon la nature des dettes se convertit ainsi en une porosité des espaces de financement, quels qu'ils soient, en un dépassement opérationnel du contenu originel des sources (publiques/privées). Cette flexibilité consensuelle correspond à deux caractéristiques spécifiques, qui s'intègrent bien à la logique fonctionnelle du capitalisme globalisé actuel.

En premier lieu, comme n'importe quel État rentier bénéficiant d'une manne pétrolière quasi inépuisable, l'Équateur s'est récemment arrogé le droit discrétionnaire de rembourser ses arriérés de dette externe au moment et sous les conditions qu'il jugerait les plus bénéfiques à ses intérêts nationaux. C'est une situation exceptionnelle, originale qui tend toutefois à s'étendre aujourd'hui en Amérique latine (Argentine, Bolivie, Venezuela...) car suscitée par des gouvernements « progressistes » désireux d'exploiter les valeurs ajoutées considérables induites par le dynamisme renouvelé d'un modèle (extractiviste) d'exportation de biens agricoles et de matières premières dopé par la demande des pays émergents. Malgré l'impact local de la récession de 2008, cette spécialisation séculaire perdure même si celle-ci recèle plusieurs fragilités intrinsèques pouvant faire douter de sa pertinence politique et économique à long terme. Tout d'abord, l'objectif légitime de parvenir à une certaine indépendance financière par élimination brutale ou progressive de la dette externe ne constitue pas toujours une stratégie avisée lorsque son coût d'opportunité s'avère supérieur aux frais de recouvrement

des créanciers, à une restructuration négociée différant dans le temps le montant des échéances du principal et une hausse modérée des intérêts courants. Une telle décision politique de remboursement anticipé comporte ensuite une portée symbolique immédiate qui – l'enthousiasme nationaliste aidant pour un désendettement considéré comme favorable à un développement plus autonome, moins « dicté » par le capital externe – tend parfois à occulter un arrière-fond moins idyllique lié à l'évolution incertaine des perspectives financières du pays : si réduire sa dette de cette manière conduit à un retrait provisoire des marchés obligataires, cela signifie *a contrario* qu'un éventuel retour s'effectuera à l'avenir à un prix beaucoup plus élevé que précédemment en raison de la réticence compréhensible des créanciers à renouer des contrats de crédit avec des clients peu fiables, moins respectueux des us et coutumes de la finance internationale.

Les économies rentières telles que l'Équateur n'ont enfin pas la réputation d'être des parangons de *best practices* en matière de gestion publique des prêts externes. Les fonds « épargnés » grâce à l'annulation unilatérale des paiements de la dette externe ont rapidement été absorbés par le budget global, dans le pot commun opaque des dépenses publiques sans assignation spécifique.

En deuxième lieu, l'autre caractéristique de la relative flexibilité du financement de la dette externe équatorienne renvoie à l'apparition récente de grands déséquilibres dans l'allocation de l'épargne financière au niveau mondial. Au XXI^e siècle, l'orientation antérieure et asymétrique des flux de crédit extérieur du Nord vers le Sud s'est brutalement infléchie prenant la forme d'un changement de l'origine géographique des prêteurs. Grâce aux excédents de devises inhérents au dynamisme commercial et productif de certains pays émergents²⁹, ceux-ci possèdent maintenant des quantités de capitaux que l'étroitesse du marché intérieur ne leur permet pas d'utiliser en totalité. La stratégie actuelle des nouveaux créanciers vis-à-vis de nombreuses nations du Sud (Afrique, Amérique du Sud, Asie) réceptrices de ces capitaux revêt un intérêt stratégique évident. Leur choix préférentiel d'investir dans les activités commerciales ou industrielles liées de près aux matières premières et agricoles rares répond au besoin d'une demande intérieure élevée en produits plus élaborés que le mode d'accumulation du capital parviendra bien un jour à satisfaire. A l'instar de la Chine qui, avec une volonté politique constante de devenir la première puissance économique du monde, instaure *de facto* un mercantilisme assumé, pragmatique où cette dépendance renouvelée vis-à-vis des Sud remplit désormais un rôle majeur.

29. Essentiellement les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) complétés par les nations du Moyen-Orient exportatrices nettes de capital.

L'Équateur, dont les ressources pétrolières et minières substantielles servent de réelles cautions aux prêts chinois, fait aujourd'hui l'amère expérience du retour d'un type d'« aide liée » dans le cadre de la finance globalisée. Avec une conditionnalité nettement plus sévère que les financements octroyés par le FMI (échéances de remboursement courtes, collatéraux physiques exigibles sur le champ en cas de non-paiement, taux d'intérêt à 7 % en moyenne par an, encadrement chinois du travail de la main-d'œuvre équatorienne, etc.), la dette externe équatorienne envers la Chine serait aujourd'hui estimée à plus de 7 000 millions de dollars.

Une dépendance financière non avouable puisque reposant une fois de plus sur l'application du modèle d'exportation primaire, dans toute sa pureté originelle, celle que l'on croyait remise au Musée des Antiquités de l'histoire économique du XIX^e siècle. Que ce passé fort connu n'empêche pas la répétition des mêmes erreurs a vraiment de quoi surprendre de la part de responsables politiques et financiers en apparence si soucieux d'éventuelles compromissions infamantes avec l'impérialisme états-unien. L'écart idéologique est par conséquent considérable entre la rhétorique cathartique de l'illégitimité de l'endettement extérieur et la réalité des pratiques financières (Chesnaï, 2011). Ce ne sont pas tant la nationalité ou la nature de la dette externe qui importent que les termes politiques dans lesquels celle-ci devrait être négociée selon la conjoncture internationale et les intérêts les plus avantageux pour l'ensemble de la société. À ce stade de l'analyse, la responsabilité collective des élites économiques et politiques des XX^e et XXI^e siècles dans la persistance de la dette externe équatorienne ne peut être éludée comme représentant une continuité historique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACOSTA A., 1994 : *Deuda externa*. Quito, Ecuador hacia el 2000.
- ACOSTA A., 1995 : *Breve historia económica del Ecuador*. Quito, Corporación Editora Nacional.
- ACOSTA A., 2009 : « La actualidad de la deuda eterna ecuatoriana ». *Revista Ciencias Sociales*, Quito, n° 30, p. 13-63.
- BECKERMANN P., SOLIMANO A., 2003 : *Crisis y dolarización en el Ecuador*. Washington, World Bank.
- CHESNAIS F., 2011 : *Les dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Paris, Raisons d'Agir.

- FERGUSON N., 2009 : *L'irrésistible ascension de l'argent*, Paris, Perrin, coll. « Tempus ».
- HENRY J.-S., 1996 : *Banqueros y lavadólars. El papel de la banca internacional en la deuda del Tercer Mundo, la fuga de capitales y el antidesarrollo. Relatos de detectivismo económico*, Bogotá, TM editores.
- MARICHAL C., 2010 : *Nueva historia de las grandes crisis financieras. Una perspectiva global, 1873- 2008*. Barcelone, Debate.
- MIÑO GRIJALVA W., 2008 : *Breve historia bancaria del Ecuador*. Corporación Editora Nacional.
- REINHART C.-M., ROGOFF K.-S., 2010 : *Cette fois c'est différent. Huit siècles de folie financière*, Montreuil, Pearson.
- SUÁREZ BUITRÓN P., 2003 : *Deuda externa. Juego de intereses. Lecciones del acuerdo de Londres*. Quito, Abyayala-Ildis-Jubileo 2000 red Guayaquil.
- TUGORES J., 2009 : *El lado oscuro de la economía. Lo que no quieren que sepas sobre la crisis*. Barcelone, Gestión 2000.
- VERGARA A., 2003 : *América latina entre sombras y luces*. Quito, Paradiso editores.
- VERGARA A., 2012 : *Una brújula para América latina. La tercera vía latinoamericana*. Quito, Novel editores.

Castelli Bernard.

La dette externe équatorienne : histoire d'une dépendance éternelle.

In : Hours Bernard (dir.), Ould Ahmed Pepita (dir.).
Dette de qui, dette de quoi ? Une économie anthropologique de la dette. Paris : L'Harmattan, 2013, p. 73-101.

(Question Contemporaines : Série Globalisation et Sciences Sociales). ISBN 978-2-343-02074-7